

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Lutte pour la libération de la Palestine

N° 541 du 02 au 25.07.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Mouna Hachim : Propagande pro-israélienne, désinformation et autres sophismes.

"Coupole de fer" : la plus grande aide militaire américaine à Israël

Jonathan Cook : Israël inaugure l'assassinat télécommandé : Il s'appelle *Repère et Tire*.

Gaz Naturel. Israël s'accaparerera des réserves de importante découverte en Méditerranée.

Selim Saheb Ettaba: Le village d'al-Walajah, en Cisjordanie, redoute d'être emmuré.

Les autorités de l'occupation diminuent la nourriture des captifs palestiniens.

"Prends l'initiative.... AlAqsa est en danger"

Paroles & actions du président cette semaine ...

La grande complicité : Obama va à Canossa.

L'administration Obama : Israël a le droit à des capacités nucléaires à des fins de dissuasion

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

02- 07 au 25-07 : Peuple Palestinien : 7 tués - 21 blessés

Tiré a part

Mouna Hachim : Propagande pro-israélienne, désinformation et autres sophismes.

Que la propagande militaire israélienne tente de justifier l'injustifiable est une chose mais il est inadmissible que des médias si prompts à donner des leçons de déontologie par ailleurs, nous assènent avec ce que les Grecs appelaient *Argumentum ad baculum*, soit la raison du plus fort, accordant exagérément la parole aux Israéliens qui se servent de fausses preuves fabriquées par leur machine de propagande

Nous savions déjà qu'Israël était un État au-dessus des lois, capable de violer impunément toutes les règles du droit international ; de coloniser, bombarder, assiéger, affamer des populations civiles ; d'exercer sans risque majeur – sauf sur le plan de l'image ! un acte de piraterie dans les eaux internationales en criblant de balles des humanitaires... Ce que nous refusons d'accepter comme réalité, pourtant sans cesse imposée, c'est l'alignement manifeste sur la thèse israélienne d'une certaine presse occidentale qui a perdu là une belle occasion, si ce n'est de se réconcilier avec l'éthique journalistique, du moins de se taire.

Devant l'énormité de l'acte perpétré et le symbolisme que représentait cette flottille internationale pour la liberté, il nous semblait pourtant que les commentaires seraient emprunts, à défaut d'objectivité, d'un peu de décence. Ce serait faire preuve d'angélisme pour quiconque ayant suivi le massacre perpétré l'an dernier à Gaza, ainsi que cette couverture médiatique qui parvient en toutes circonstances à transformer le bourreau en victime. Et inversement.

C'est ainsi que nous avons pu observer quelques médias endossant l'uniforme de propagandistes et faussaires de l'information, resservant la même gamme de raisonnements fallacieux, visant à manipuler habilement la pensée. Notre esprit ne peut qu'être frappé par ces procédés rhétoriques utilisés depuis l'Antiquité grecque par les sophistes, ces influents orateurs et penseurs maudits davantage préoccupés par la persuasion de leur auditoire que la recherche de la vérité, dénoncés en ce sens par le philosophe Aristote dans ses « Réfutations sophistiques ». Parmi les plus courantes techniques de désinformation se trouve l'omission. Elle consiste à mettre de côté l'information pertinente pour induire un regard déformé de la réalité. Exemple dans le cas de figure qui nous intéresse : le black-out sur le caractère illégal du raid israélien qui constitue un acte de piraterie violant le droit maritime, la flottille étant située en zone internationale au moment de l'agression. On est loin du traitement politique, médiatique et juridique réservé aux pirates somaliens – qui n'ont pourtant jamais tué leurs otages – dont le premier procès en Europe s'est ouvert le 25 mai 2010 au tribunal de Rotterdam.

Ce détournement de l'attention englobe également le pourquoi de cette situation, le blocus immoral imposé à la population de Gaza, la poursuite de la colonisation dans les Territoires occupés... Si l'on ne peut cacher le retentissement du fait lui-même, un autre procédé viendra en atténuer la portée. C'est le glissement sémantique, consistant à remplacer une expression par une autre pour la vider de son contenu émotionnel et la délester de tout son sens. Parmi ces euphémismes employés volontairement ou inconsciemment et qui sont à mettre dans la même catégorie que les fameux « dégâts collatéraux », « frappes chirurgicales », « pression physique modérée » et autres « techniques d'interrogatoire » : il s'agit d'« intercepter la flottille » au lieu de la « prendre d'assaut » ; « arrêter les passagers » plutôt que les « kidnapper » ; « expulser » à la place de « libérer »...

Le procédé inverse est également utilisé pour alourdir le sens et ternir l'image. Ainsi, l'adjectif « humanitaire » est soigneusement évité pour être remplacé par l'insidieux « activistes pro-Palestiniens ». Tant pis pour les ONG internationales, pour le prix Nobel, pour les députés européens, pour le rescapé de la Shoah qui font tous partie du convoi. La flottille humanitaire nous dit une certaine presse est préparée par une ONG islamiste turque, proche du Hamas « qui contrôle Gaza ». Le mot terroriste n'a pas besoin d'être étalé. L'impact subliminal a déjà produit son effet par le biais de procédés cognitifs faisant appel à la peur.

Cette diabolisation de l'Autre qui réveille les préjugés des interlocuteurs atteint son summum quand on signale sournoisement au milieu d'une phrase « Le Hamas dont la charte ne reconnaît pas l'État d'Israël ». Outre le fait que les leaders de ce mouvement se sont dits prêts à reconnaître Israël dans les frontières de 1967, pourquoi oublie-t-on de spécifier dans un souci d'équilibre que la charte du Likoud ne reconnaît pas non plus à la Palestine le droit à l'existence, stipulant que « le gouvernement israélien rejette catégoriquement la création d'un État arabo-palestinien à l'ouest de Jourdain ».

Mais revenons à notre flottille et à cette conclusion excessive qui a fait parler certains médias d'armes à bord et laissons la parole au témoignage significatif de l'écrivain suédois Henning Mankell : « Au bout d'un moment, un soldat cagoulé est venu nous dire qu'ils avaient découvert des armes. Et ce parfait crétin est arrivé avec mon rasoir et un cutter qu'il avait trouvé dans la cuisine. Puis il a déclaré qu'il devait nous emmener avec lui, car nous étions des "terroristes" ».

Que la propagande militaire israélienne tente de justifier l'injustifiable est une chose mais il est inadmissible que des médias si prompts à donner des leçons de déontologie par ailleurs, nous assènent avec ce que les Grecs appelaient *Argumentum ad baculum*, soit la raison du plus fort, accordant exagérément la parole aux Israéliens qui se servent de fausses preuves fabriquées par leur machine de propagande. Ainsi, le commando aurait été attaqué par des activistes armés de gourdins. N'attendez pas qu'on spécifie que l'équipage de la flottille aurait été en tout état de cause dans une situation de légitime défense. Par un incroyable tour de passe-passe, les rôles sont inversés et le mot vertueux, lancé : la sécurité d'Israël. En phase avec cette logique absurde, la communauté internationale demande à ce pays de mener une « enquête impartiale », ce qui en droit commun reviendrait à demander à un assaillant qui s'est infiltré dans une maison et tué quelques personnes au passage de mener sa propre enquête. La boucle est ainsi bouclée.

Le dramaturge de l'absurde Eugène Ionesco écrivait : « Prenez un cercle, caressez-le, il finira par devenir vicieux ». Jusqu'à quand le monde continuera à alimenter, par sa malsaine partialité cette infernale spirale, à prendre au sérieux sa propre hypocrisie, à se complaire dans sa cécité ?

Mouna Hachim

Source : L'économiste - Quotidien marocain d'information

"Coupole de fer" : la plus grande aide militaire américaine à Israël.

Le secrétaire d'Etat adjoint américain, chargé des affaires politiques et militaires, André Shapiro, a affirmé que l'administration Obama a octroyé la plus grande aide militaire à Israël jamais réalisée dans l'histoire des relations Washington-Tel-Aviv. "Il s'agit d'une aide de 30 milliards de dollars étalée sur 10 ans. Fait partie de cette aide, une participation au développement du site anti-missiles baptisé "coupole de fer", pour intercepter les missiles à courte portée, avec un coût de 2,5 milliards de dollars.", a-t-il fait savoir, avant d'affirmer que le soutien des Etats-Unis à Israël et à sa sécurité fait, désormais, partie des engagements de Washington.

17/07/2010

RIB -

<http://french.irib.ir/index.php/info/moyen-orient/item/98582-qcoupole-de-ferqn-la-plus-grande-aide-militaire-americaine-a-israel>

Jonathan Cook : Israël inaugure l'assassinat télécommandé : Il s'appelle *Repère et Tire*.

Il s'appelle *Repère et Tire*. ('Spot and Shoot'). Des opérateurs sont assis devant un écran de télévision à partir duquel ils peuvent contrôler l'action avec une manette de style PlayStation.

Le but : tuer.

Manié par : des jeunes israéliennes qui font leur service militaire.

Repère et tire, comme l'appelle l'armée israélienne, peut ressembler à un jeu vidéo, mais les silhouettes sur l'écran sont de vraies personnes - les Palestiniens de Gaza - qui peuvent être tués par la pression d'un bouton sur la manette.

Des femmes soldats, situées loin de là dans une salle d'opération, ont la responsabilité de cibler et d'actionner les tirs des mitrailleuses télécommandées installées sur des tours de guet tous les quelques mètres le long de la grille électronique qui encercle Gaza.

Le système est l'un des derniers dispositifs d'« assassinat à distance » développé par la Compagnie israélienne d'armement Rafael, l'ancienne division de la recherche en armement de l'armée israélienne, et maintenant firme gouvernementale distincte.

Selon Giora Katz, vice-président de Rafael, le contrôle à distance du matériel militaire comme 'Spot and Shoot' est le visage de l'avenir. Il espère que d'ici une décennie, au moins un tiers des machines utilisées par l'armée israélienne pour le contrôle terrestre, aérien et maritime seront télécommandés.

La demande pour de tels dispositifs, admet l'armée israélienne, a été en partie alimentée par une combinaison de niveaux de recrutement en déclin et d'une population de moins prète à risquer la mort au combat.

Oren Berebbi, directeur du secteur Technologie, a récemment déclaré à un journal américain : « *Nous essayons d'avoir des véhicules sans pilote partout sur le champ de bataille... Nous pouvons faire de plus en plus de missions sans qu'un soldat prenne des risques.* »

Les progrès rapides de la technologie ont sonné l'alarme à l'ONU. Philip Alston, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, a mis en garde le mois dernier contre les dangers qui pourraient rapidement surgir d'une « *mentalité meurtrière du style PlayStation* ».

Selon les analystes, cependant, il est peu probable qu'Israël tourne le dos à un matériel dont il est à la pointe du développement – en se servant des territoires palestiniens occupés, et en particulier Gaza, comme laboratoires d'essai.

Les systèmes d'armes télécommandées sont en forte demande par des régimes répressifs et des industries de sécurité intérieure en plein essor dans le monde entier.

« *Ces systèmes en sont encore aux premiers stades du développement, mais il existe un marché important et croissant pour eux* », a déclaré Shlomo Brom, un général à la retraite et analyste de la défense à l'Institut d'études de sécurité nationale à l'Université de Tel Aviv.

Le système 'Spot and Shoot' - officiellement connu sous le nom *Sentry Tech* - a surtout attiré l'attention parce qu'il est exploité par des femmes soldats de 19-20 ans, ce qui en fait le seul système d'armement de l'armée israélienne opéré exclusivement par des femmes.

Les femmes soldats ont été choisies pour actionner les dispositifs de meurtre à distance à cause d'une pénurie de recrues masculines dans les unités de combat d'Israël. Les jeunes femmes peuvent effectuer des missions sans briser le tabou social du risque vital, a déclaré M. Brom.

Les femmes doivent identifier les personnes suspectes qui approchent de la clôture qui encercle la bande de Gaza et, si elles y sont autorisées par un agent, les exécuter en utilisant leurs manettes.

L'armée israélienne, qui prévoit d'introduire la technologie le long d'autres lignes israéliennes de confrontation, refuse de dire combien de Palestiniens ont été tués par les mitrailleuses télécommandées dans la bande de Gaza. Selon les médias israéliens, toutefois, on pense qu'il y a en plusieurs dizaines.

Le système a été progressivement mis en place il y a deux ans pour la surveillance, mais ce n'est que récemment que les opérateurs peuvent ouvrir le feu. L'armée a reconnu s'être servi de *Sentry Tech* en Décembre pour tuer au moins deux Palestiniens à plusieurs centaines de mètres à l'intérieur de la clôture.

Le journal *Haaretz*, qui a eu un des rares accès à une salle de contrôle *Sentry Tech*, a cité un soldat, Bar Keren, 20 ans, la semaine dernière : « *C'est très séduisant d'être le seul à faire ça. Mais tout le monde ne veut pas ce poste. Ce n'est pas simple de prendre une manette comme celle d'une PlayStation Sony et de tuer, mais finalement c'est pour la défense.* »

Grâce à des capteurs audio fixés sur les tours, les femmes entendent le coup lorsqu'il tue la cible. Aucune femme, rapporte *Haaretz*, n'a manqué à sa tâche de tirer sur ce que l'armée appelle un Palestinien « *incriminé* ».

L'armée israélienne, qui impose à l'intérieur de la clôture une zone interdite qui va jusqu'à 300 mètres dans la minuscule enclave (1), a été fortement critiquée pour avoir ouvert le feu sur des civils entrés dans la zone fermée.

Il semble que Rafael soit en train d'élaborer une version de *Sentry Tech* qui tirera des missiles guidés à longue portée.

Une autre matériel récemment mis au point pour l'armée israélienne est la *Guardium*, une voiture-robot blindée qui peut patrouiller un territoire allant jusqu'à 80km par heure, naviguer à travers les villes, se mettre en « *ambuscade* » et tirer sur des cibles. Il patrouille actuellement le long des frontières israéliennes avec Gaza et le Liban.

Ses promoteurs israéliens, G-nius, l'ont appelé le premier « *robot-soldat* ». (2)

Mais Israël est plus connu pour son rôle dans le développement de « *avions sans pilote* » - ou drones, le nom sous lequel ils sont connus. Originellement destinés à l'espionnage, et d'abord utilisés par Israël au sud du Liban dans les années 1980, ils sont aujourd'hui de plus en plus utilisés pour les exécutions extrajudiciaires, à des centaines de mètres depuis l'espace aérien.

Notes

(1) et à beaucoup plus que 300 mètres, cf. les articles d'Eva Bartlett, ISM-Gaza. (ndt)

(2) après le « [robot-serpent](#) ». (ndt)

Jonathan Cook

15-07-2010

Source : [The National](#)

Traduction : MR pour ISM

Gaz Naturel. Israël s'accaparera des réserves de importante découverte en Méditerranée.

La main sur la richesse

L'époque des conventions gazières semble terminée en Israël. Dorénavant, le pays ne se contentera pas des 12,5 % qu'il recevait de la production de gaz ou de pétrole sur son territoire depuis 1952.

Car il a annoncé la semaine dernière une importante découverte de gaz naturel en Méditerranée, dont les réserves sont estimées à des milliards de dollars, et qui devrait faire du pays un des grands exportateurs de gaz dans le monde. Alors le gouvernement israélien veut modifier ses accords avec les entreprises étrangères œuvrant dans le pays afin de mettre la main sur la plus grande partie de cette découverte. « Il est temps que nous en profitons. Nous avons longtemps sacrifié notre part dans les ressources gazières », a déclaré le ministre israélien des Finances au journal britannique *Financial Times*. Mais il faudra s'attendre à des négociations difficiles, puisque les entreprises concessionnaires s'opposent à une telle démarche. Israël se prépare ainsi à une guerre avec l'entreprise britannique *British Petroleum* (BP), en charge de travaux d'exploration au Moyen-Orient. Un de ses responsables a assuré dans des déclarations au *Financial Times* que l'entreprise n'acceptera pas d'avenants aux contrats actuels. D'ailleurs, il estime que pour l'instant, cette découverte ne vaut rien et que « les coûts dépasseront de loin les profits ».

Le gouvernement israélien devra, dans ce même dessein, se livrer à un face-à-face avec les pays méditerranéens. En particulier avec le Liban et les entreprises y œuvrant. Car l'importante découverte se trouve entre ces deux pays et le ministre israélien des Finances a annoncé qu'il ne permettrait pas au Liban de profiter de cette découverte. Ce dernier a, quant à lui, menacé d'avoir recours à la justice internationale.

Mais c'est l'Égypte qui paiera le prix le plus cher de ces avenants. «

Les accords de concession en Égypte deviendront les plus mauvais sur le niveau mondial, surtout après les dernières modifications de contrats avec quelques entreprises étrangères », ajoute Amr Hammouda, expert pétrolier à l'institut Fostat pour les études pétrolières.

A noter que l'Égypte vient de céder aux requêtes de BP sur le partage des productions et l'entreprise peut maintenant s'emparer de la production totale du champ du nord d'Alexandrie durant toute la période d'exploration de 20 ans. Et c'est ainsi que le gouvernement égyptien a sacrifié la moitié de la production obtenue auparavant.

Névine Kame

Al-Ahram HEBDO -

Semaine du 14 au 22 juillet 2010, numéro 827

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2010/7/14/econ2.htm>

Selim Saheb Etaba: Le village d'al-Walajah, en Cisjordanie, redoute d'être emmuré.

Reportage :

Plus de 2 000 Palestiniens seront totalement enfermés dans leur village une fois la construction du mur israélien achevée.

Omar Hajaj montre le futur tracé de la barrière qui transformera sa maison en « cage de zoo ». Autour du village d'al-Walajah, promis à l'encerclement total par le mur israélien, monte le ronronnement des bulldozers. Une profonde tranchée sépare désormais al-Walajah, dans le sud de la Cisjordanie, des terres du monastère de Crémisan. Les travaux sur cette partie inachevée de la « barrière de sécurité » israélienne ont repris en avril après plusieurs années d'interruption. « (Le 5 juin) j'ai reçu un appel des ministères de l'Intérieur et de la Défense pour me fixer un rendez-vous chez moi le jour même », raconte Omar Hajaj, dont la terrasse offre une vue unique sur Jérusalem et le quartier de colonisation de Gillo. « Ils m'ont expliqué qu'il y aurait une barrière électronique de 15 mètres de long et 5 mètres de haut entre le mur et ma maison », ajoute ce père de

trois enfants, dont la demeure se situera du côté « israélien », coupée du village. « Ils m'ont dit : "On autorisera les visites de la famille et des amis, mais tu devras répondre d'eux" », poursuit Omar Hajaj. « Il y aura deux portes pour sortir, mais elles ne devront jamais être ouvertes en même temps », ajoute-t-il, stylo et cahier à la main. « Ceux qui apercevront ma maison clôturée par une barrière auront l'impression de voir un zoo avec des animaux en cage », ricane-t-il.

Complètement dépendant, en particulier pour les services de santé, de la ville palestinienne voisine de Bethléem, al-Walajah « est le seul village de Cisjordanie qui sera complètement entouré par le mur », explique Willow Heske, une porte-parole de l'ONG Oxfam, qui conduit un projet pour aider les 2 000 habitants à s'organiser.

La barrière sépare les vivants, mais aussi les morts. Ahmad Saleh Barghouth attend le 25 juillet une décision de la justice israélienne sur son recours pour que la barrière contourne la partie de son verger où reposent ses parents et sa grand-mère.

« C'est le cimetière familial », souligne cet agriculteur sexagénaire aux cheveux et à la moustache blancs, « nous sommes musulmans, mais mon frère a épousé une chrétienne, c'est le seul endroit où ils pourront être enterrés ensemble ».

Des rubans bleus accrochés marquent le tracé de l'ouvrage. « Cet arbre menaçait-il les occupants (israéliens) ? » s'empourpre-t-il devant un pin abattu il y a près d'un mois, arraché avec des dizaines d'autres arbres, dont de nombreux oliviers, pour dégager le terrain. Al-Walajah se targue d'abriter le plus vieil olivier de Palestine, un arbre nouveau de 5 000 à 7 000 ans. Mais la perspective de la construction du mur menace l'existence même de la localité, accuse le président du conseil local, Saleh Helmi Khalifa. « Tous les jeunes parlent de quitter le village pour aller à Bethléem et ne plus être enfermés. » Il réfute l'argument selon lequel la barrière, dont l'édification a commencé en 2002 à la suite d'une vague d'attentats palestiniens, protégerait la population israélienne. « L'arrêt des attentats-suicide est avant tout une décision palestinienne. La preuve : le mur n'est pas encore achevé, et il n'y a plus d'attentats », argumente Saleh Helmi Khalifa. Plus de 400 des 709 km prévus de la barrière, constituée alternativement de barbelés, de fossés, de clôtures électroniques équipées de senseurs ou de murs de béton, ont été achevés

« Le mur est l'une des manifestations les plus laides de la colonisation », a affirmé le principal négociateur palestinien, Saëb Erakat, dans un communiqué publié à l'occasion de l'anniversaire de l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) du 9 juillet 2004 jugeant sa construction illégale et exigeant son démantèlement. Selon lui, « il s'agit d'un accaparement de terres déguisé en mesure de sécurité et destiné à permettre aux colonies illégales de Cisjordanie et de Jérusalem-Est de s'étendre ».

Selim SAHEB ETTABA

Lundi 12 juillet

AFP

http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/664079/Le_village_d%27al-Walajah%2C_en_Cisjordanie%2C_redoute_d%27etre_emmure.html

Les autorités de l'occupation diminuent la nourriture des captifs palestiniens.

L'administration de la prison du désert d'Al-Naqab recommence encore une fois à baisser la quantité de la nourriture donnée aux captifs palestiniens, disent ces derniers.

Le « Club du captif » a dit, hier jeudi 15 juillet 2010, qu'il avait reçu plusieurs messages venant de l'intérieur de la prison confirmant que la quantité de légumes a baissé de moitié ; et les saucisses, on ne les voit plus.

Le club ajoute que l'administration se montre très grossière envers les familles qui viennent rendre visite aux leurs. Les bourreaux se montrent férés de mauvais traitements envers les mères des captifs. Ils refusent l'entrée des vêtements et d'autres affaires, sans raison valable.

En ce temps de grande chaleur, l'administration israélienne refuse de réparer les ventilateurs hors service. Elle refuse d'installer des climatiseurs, sous prétexte de la consommation élevée d'électricité

CPI

16/07/2010

<http://rachidou2.skynetblogs.be/archive/2010/07/16/les-autorites-de-l-occupation-diminuent-la-nourriture-des-ca.html>

"Prends l'initiative.... AlAqsa est en danger"

L'Institution internationale d'AlQuds, dont le siège principal est à Beyrouth, a lancé aujourd'hui 19 juillet 2010 une campagne internationale pour la défense de la mosquée AlAqsa, dans la ville d'AlQuds, intitulée : "Prends l'initiative... AlAqsa est en danger".

Au cours d'une conférence de presse conjointe à Beyrouth et à Khartoum (Soudan), et à Amman, en Jordanie, les responsables de l'Institution Internationale d'AlQuds ont expliqué les raisons de cette campagne.

Pour faire face au danger qui menace la ville d'AlQuds et la mosquée AlAqsa, de par la judaïsation et la partition de la mosquée entre Juifs et Musulmans, de par la défiguration du caractère arabo-musulman de la ville sainte, de par la colonisation sioniste et le nettoyage ethnique qui menace sa véritable population, selon le plan sioniste consistant à proclamer la ville d'AlQuds comme "capitale de l'état juif", et dans le cadre du mutisme et de l'indifférence des Arabes et Musulmans, alors que où la population maqdisie est abandonnée à son sort,

La coalition de plusieurs associations civiles dans le monde arabe lance la campagne "Prends l'initiative... AlAqsa est en danger" pour que les individus assument leur responsabilité pour la défense de la ville d'AlQuds, de sa population et de ses lieux saints, notamment la mosquée AlAqsa, cible première de la haine sioniste.

Parce que la défense d'AlAqsa dépend de nous, de nous tous, que chacun prenne l'initiative d'agir, de l'endroit même où il se trouve, comme il souhaite le faire, par tous les moyens dont il dispose. AlAqsa et AlQuds méritent d'être connus à leur juste histoire, les légendes et les mensonges forgés par les sionistes doivent être dénoncés et démantelés et la vérité doit être montrée en plein jour.

La lutte de la population d'AlQuds doit être connue, elle doit faire partie de notre culture quotidienne. Nous devons aller à la recherche de l'information, nous devons la diffuser, nous devons la traduire par des poèmes, des nouvelles, des dessins et des illustrations, par des photos et d'autres expressions artistiques.

Prends l'initiative... n'attends pas autrui... n'impute pas la responsabilité de l'inaction à autrui...

Agis, autant que tu peux et là où tu peux...

C'est le message transmis aujourd'hui par la conférence de presse.

_19/07/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=146978&language=fr>

Paroles & actions du président cette semaine ...

La grande complicité : Obama va à Canossa.

L'attaque de la flottille de la paix par Israël : un détail déjà oublié. Il aura fallu à peine plus d'un mois pour que la politique USraélienne reprenne son cours habituel : celui de la grande complicité. L'embarras face à l'ampleur des réactions internationales a été de courte durée et dès la réunion du Conseil de Sécurité qui débouchait sur la honteuse résolution demandant à l'agresseur de mener une enquête sur sa propre agression, comme s'il existait le moindre doute sur la responsabilité pénale d'Israël, il était évident que rien n'allait une nouvelle fois troubler l'alliance mortifère du sionisme et de l'impérialisme états-unien.

Le fait vient d'être confirmé avec éclat à l'issue de la visite de Netanyahu à Washington et de sa rencontre avec Obama. Le compte-rendu qu'en a fait le 8 Juillet le correspondant à New-York du quotidien israélien Ha'aretz (traduit ci-après) est éclairant puisque non seulement l'attaque de la flottille est passée sous silence mais que Netanyahu a obtenu que toutes les tentatives allant dans le sens d'un contrôle de l'armement nucléaire d'Israël soient abandonnées et que Obama reconnait le droit à Israël de se servir de l'arme nucléaire pour sa défense sans qu'il soit même précisé que la défense nucléaire serait limitée à la riposte à une menace nucléaire (aujourd'hui inexistante) : ce qui veut donc dire le droit de mener une attaque nucléaire de première frappe.

Israël vient donc, et il s'agit d'un événement politique important, de passer, avec l'accord explicite de la Maison Blanche, de sa stratégie traditionnelle de l'ambiguïté nucléaire (non reconnaissance officielle de la détention de l'arme nucléaire) à la stratégie de la menace nucléaire effective qui est celle que seuls au monde les Etats-Unis utilisaient jusqu'à présent, et à une menace qu'Israël exerce seul (Israël n'est pas membre officiel d'une alliance militaire) et en fonction de ses seuls intérêts. Face à pareille évolution, il faut à l'Iran, régulièrement menacé de bombardement, y compris nucléaire, depuis près de trois ans, énormément de sang-froid pour ne pas hurler « A l'assassin » et pour ne pas tomber dans le piège de la fausse symétrie qui pour lui consisterait à dire : « les menaces contre ma sécurité sont désormais permanentes -et de citer tous les discours, interviews, confidences et autres prises de position contenant ces menaces, ils sont légion- et ceci me met dans l'obligation de me doter de la dissuasion nucléaire pour y mettre un terme ».

Signalons incidemment que le premier réacteur nucléaire civil iranien construit par la Russie à Busher devrait commencer à fonctionner en août prochain avec 11 ans de retard.

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=14098&type=analyse>

Ci-joint un article de Barak David dans l'édition (new-yorkaise) du quotidien *Haaretz*, 8 juillet 2010, New-York. Traduction Comaguer :

L'administration Obama : Israël a le droit à des capacités nucléaires à des fins de dissuasion.

L'administration Obama a révélé au grand public, au cours de la visite du Premier ministre Benjamin Netanyahu à Washington, une série d'accords entre les deux pays sur la politique israélienne « d'ambiguïté nucléaire »- qui jusqu'à ce jour avaient été tenus secrets.

Au centre de ces accords se trouve un veto israélien contre la tenue d'une conférence internationale pour la dénucléarisation du Moyen-Orient, ainsi qu'une volonté sans précédent des Etats-Unis de coopérer avec Israël dans le domaine de l'énergie nucléaire à usage civil.

Les révélations viennent à la suite de la conférence de non-prolifération nucléaire d'examen du Traité, tenue en mai, qui a appelé Israël à accepter des inspections internationales de ses installations nucléaires, et à la tenue d'une conférence internationale pour la dénucléarisation du Moyen-Orient. Le document final de la conférence a été adopté en dépit de vives protestations d'Israël auprès des Etats-Unis.

En pourparlers depuis la conférence, les Etats-Unis ont précisé que cette décision avait été une « erreur ». (?) Dans un effort pour clarifier la position de l'administration sur la question du nucléaire israélien, il a été décidé que - en coordination avec Israël - les détails des arrangements de haut niveau entre les deux parties, arrêtés durant les années 1960, seraient finalement révélés.

Les arrangements ont été mis à jour au fil des ans, y compris au cours de l'année écoulée.

L'objectif de Washington par ces révélations a été d'assainir l'atmosphère et de corriger l'impression donnée lors de la conférence que les États-Unis ne soutenaient pas Israël.

Suite à leur réunion à la Maison Blanche mardi, une annonce spéciale a été faite une heure plus tard concernant les assurances données à Netanyahu par le président américain Barack Obama.

Selon l'annonce, "le président a dit au premier ministre, qu'il reconnaît qu'Israël doit toujours avoir la capacité de se défendre par lui-même, contre toute menace ou possible combinaison de menaces, et que seul Israël peut déterminer ses besoins de sécurité. Le Président s'est engagé à poursuivre les efforts états-uniens pour lutter contre toutes les tentatives internationales pour contester la légitimité de l'État d'Israël.

"Le président a souligné que les États-Unis continueront leur longue pratique de travail en étroite collaboration avec Israël pour s'assurer que les initiatives et les politiques de contrôle des armements ne portent pas atteinte à la sécurité d'Israël, et pour soutenir leurs efforts communs afin de renforcer la paix et la stabilité internationales," poursuit la déclaration.

Dans le cas où le projet de conférence sur la dénucléarisation du Moyen-Orient aurait lieu, "les États-Unis insistent pour que cette conférence soit consacrée à une discussion visant à un échange de vues sur un vaste programme, afin d'inclure les questions de sécurité régionale, de vérification et de respect (ndt. sous-entendu : des accords), et toutes les catégories d'armes de destruction massive et de leurs systèmes de transport."

"Le président a souligné que la conférence n'aura lieu que si tous les pays sont convaincus qu'ils peuvent y assister, et que tous les efforts visant à montrer du doigt Israël rendront peu probable la tenue d'une telle conférence. À cet égard, les deux dirigeants ont également convenu de travailler ensemble pour s'opposer aux efforts pour montrer du doigt Israël lors de la Conférence générale de l'AIEA en Septembre."

Entre-temps, avant le départ pour New-York, Netanyahu a rencontré le secrétaire à la Défense Robert Gates et lui a exposé les nécessités de la sécurité d'Israël dans le cadre d'un accord permanent pour la création d'un Etat palestinien.

Publié sur :

<http://www.informationclearinghouse.info/article25902.htm>

(Traduction Comaguer)

Apostille de la rédaction d'ISM :

Aller à Canossa : expression rappelant la "Pénitence de Canossa" : en 1077, l'empereur du Saint Empire romain germanique Henri IV vint s'y agenouiller devant le pape Grégoire VII pour que ce dernier lève l'excommunication qui le frappait. Celui-ci, histoire de lui montrer qui c'est qui commandait, le fit attendre 3 jours et 3 nuits, dans la neige, avec sa petite famille, dit la chronique...

Le pape aura à s'en repentir quelques années plus tard, semble-t-il.

L'expression "aller à Canossa" indique généralement le fait de s'agenouiller devant son ennemi, dit Wikipedia... ou : petits arrangements entre "amis".

Source : Comaguer (Comité Comprendre et agir contre la guerre, Marseille)

Traduction : Comaguer

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

19-07

Les sources de sécurité, à Gaza, ont fait état d'affrontements entre les forces d'occupation et les combattants palestiniens, au sud de la bande de Gaza.

Lundi matin, les militaires israéliens ont lancé une offensive contre la région de Khan Younes, dans le sud de Gaza, où ils ont affronté les combattants palestiniens. Aucun rapport n'est encore parvenu sur les pertes éventuelles occasionnées par ces affrontements. A en croire les témoins oculaires, les soldats sionistes ont pilonné cette zone palestinienne et ont infligé des dégâts à plusieurs maisons.

Les flottes de guerre israéliennes ont, également, tiré sur les pêcheurs palestiniens, au large des côtes de Khan Younes, mais personne n'a été atteint.

<http://french.trib.irib.ir/index.php/info/moyen-orient/item/98693-les-sionistes-ont-pris-dassaut-la-r%C3%A9gion-m%C3%A9ridionale-de-gaza>

Bande de Gaza - Au jour le jour

21-06

Deux résistants ont été tués et neuf blessés mercredi dans une attaque israélienne près de Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Gaza, selon des sources médicales et des témoins.

Le Dr Mouawiya Hassanein, chef des services d'urgences de la bande de Gaza, a précisé que deux blessés se trouvaient dans un état grave.

Deux enfants figurent parmi les blessés, selon un photographe de l'AFP.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2194>

13 -07

les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) ont tué une femme palestinienne et blessé 5 civils (tous de la même famille, après avoir bombardé leur maison par des obus d'artillerie.

Le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR) condamne ce crime, qui illustre le plus haut degré de mépris pour la vie des civils palestiniens.

Le PCHR souligne que le refus d'ouvrir des enquêtes sur les actions des soldats israéliens en cause, revient à les encourager officiellement à commettre de nouveaux crimes.

Selon les enquêtes menées par le PCHR et les déclarations faites par un membre de la famille des victimes, à environ 20 heures 45, le mardi 13 Juillet 2010, un certain nombre de femmes de la famille Abu Saïd du *Valley Village* dans le centre la bande de Gaza, étaient assises près de leur maison, qui est environ à 400 mètres de la frontière entre la bande de Gaza et Israël.

PCHR Gaza

Source : Al Manar

16/07/

Les militaires s'en sont pris au sud de la bande de Gaza et à des régions de la Cisjordanie.

Secondés par cinq chars et trois bulldozers, les forces israéliennes se sont avancés vers al-Farahein à Khan Younes dans le sud de la bande de Gaza où elles ont ravagé une partie des terres agricoles appartenant aux Palestiniens. Les militaires du régime sioniste ont fait aussi d'assaut divers quartiers d'al-Khalil en Cisjordanie blessant des dizaines de Palestiniens.

<http://french.trib.ir/index.php/info/moyen-orient/item/98529-lattaque-israelienne-contre-gaza-et-cisjordanie>

21/07/

Bombardement contre la ville de Beit Hanoun, au nord de la Bande de Gaza.

Le directeur des urgences et des secours au ministère de la santé,

Dans une déclaration au centre palestinien d'information, Dr. Mouawia Hassanein a affirmé la mort du citoyen Mohamed Saber Kafarna, 20 ans, ainsi que la blessure de 6 autres dont trois états graves après qu'un avion militaire sioniste a lancé un missile simultanément avec la chute d'un obus tiré par les chars à l'est de Beit Hanoun, dans la Bande de Gaza.

Il a déclaré que les blessés ont été transportés à l'hôpital de Beit Hanoun, alors que les équipes de secours cherchent toujours d'autres es victimes.

Des sources locales ont dit que les blessés sont des enfants et des femmes, tout en attirant l'attention que le bombardement visait un groupe de Palestiniens, à l'Est de Beit Hanoun.

Al Manar

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

15/07/2010

Les soldats israéliens ont arrêté treize Palestiniens, dont huit membres du Front populaire de libération de la Palestine, jeudi matin en Cisjordanie.

Selon un responsable de la sécurité palestinienne "Huit Palestiniens, dont deux femmes, tous membres du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), ont été appréhendés dans le village de Beit Fourik", à l'est de Naplouse, a indiqué.

"Les personnes arrêtées doivent être interrogées", a-t-elle encore dit.

Cinq autres Palestiniens ont été appréhendés dans des villages proches de Naplouse, selon ces mêmes sources.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=146363&language=fr>

19/07

L'armée israélienne a démoli aujourd'hui une quinzaine de tentes et de cabanes de bergers palestiniens près de la localité de Toubas, dans le nord de la Cisjordanie occupée, selon des témoins.

Des bulldozers de l'administration militaire ont rasé ces baraquements en bois et en toile, qui abritent des bergers et leurs familles durant l'été, sous le motif qu'ils étaient construits sans permis dans une zone sous contrôle exclusif israélien.

Israël procède régulièrement à ces démolitions dans cette région des contreforts de la vallée du Jourdain.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/07/19/97001-20100719FILWWW00321-israel-demolit-des-cabanes-de-palestiniens.php>

ISM : Augmentation des attaques de colons à Tel Rumeida.

Les attaques de colons israéliens contre les Palestiniens ont augmenté au cours des derniers jours dans le quartier Tel Rumeida à Al Khalil (Hébron).

Le samedi 17 juillet, une dizaine de colons israéliens ont abordé Mohammed, un commerçant, alors qu'il se trouvait à proximité de son magasin près du Tombeau des Patriarches. Sans avoir été provoqués, deux des colons ont empoigné Mohammed et un troisième lui a donné un coup de poing au visage, le forçant à tomber à terre, selon Mohammed.

Quand l'ambulance est arrivée pour emmener Mohammed à l'hôpital, les soldats ont refusé. Après quelques discussions entre les soldats et les policiers des frontières qui avaient assisté à l'événement, des ambulanciers de l'armée sont arrivés, ils ont vérifié l'état de santé de Mohammed et l'ont transporté jusqu'à l'ambulance palestinienne qui attendait.

Bien qu'il n'ait pas besoin d'hospitalisation, la partie gauche du menton de Mohammed et la zone autour de son œil gauche étaient noires et bleues et gonflées.

Deux jours après l'attaque, Mohammad s'est à nouveau rendu à l'hôpital. Le médecin lui a dit qu'il y avait des saignements dans son œil gauche, ce qui pouvait nécessiter une intervention chirurgicale, selon Mohammed.

La violence des colons israéliens s'est poursuivie dans la soirée du dimanche 18 juillet lorsqu'Abdullah, un jeune palestinien de 11 ans, a été renversé par un motocycliste israélien qui circulait "à toute vitesse», selon un témoin oculaire. Au moment de l'accident, Abdullah faisait du vélo à proximité d'une école située près du Tombeau des Patriarches. Abdullah a été transporté

à l'hôpital où il a été placé en soins intensifs et soigné toute la nuit pour des blessures graves.

Lundi matin, la situation d'Abdullah s'est stabilisée et il a pu sortir de l'unité de soins intensifs. Il a passé une nuit de plus à l'hôpital afin de subir des tests supplémentaires, car les médecins craignaient qu'Abdullah aient des hémorragies internes. Le colon qui a heurté Abdullah a été emmené au poste de police, mais il fut rapidement libéré. Il a été vu lundi après-midi dans le même secteur sur sa moto.

Dans le même secteur, près du tombeau des Patriarches, la maison d'une famille palestinienne a été attaquée par des colons dans la nuit de dimanche. Plusieurs vitres ont été cassées par des jets de pierres.

Le Christian Peacemakers Team a également signalé l'escalade de la violence des colons dans la région de Hébron. Les colons ont récemment tenté de brûler les récoltes d'agriculteurs palestiniens et ont cassé deux vitres de voiture dans le village de Boere.

Des photos des blessures de Mohammed et des fenêtres cassées seront diffusées prochainement.

20-07-2010

Source : <http://palsolidarity.org/> Traduction : MG pour ISM

Ezzedeen Al Qassam : Israël assassine 3 Palestiniens en 24 heures

Un Palestinien a été blessé et un autre a été abattu par les forces d'occupation israéliennes à l'entrée de la colonie de Burqan, adjacente au village de Haris, dans la province de Salfit ce jeudi matin.

Des sources palestiniennes ont confirmé que les forces israéliennes ont ouvert le feu sur deux palestiniens à l'aube, à quatre heures trente du matin.

Selon les mêmes source, le côté israélien refuse le transfert du corps du martyr jusqu'à ce qu'ils aient identifié le corps.

Les mêmes sources ont affirmé que le martyr ne portait pas de pièce d'identité.

Dans le même temps, des sources médicales palestiniennes ont indiqué que les forces israéliennes ont abattu hier deux Palestiniens, à minuit, et aucun autre détail n'a été fourni.

jeudi 22 juillet 2010 - 18h:12

Ezzedeen Al Qassam

22 juillet 2010

Traduction : Info-Palestine

Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.qassam.ps/news-3160-Isra...>

Manifestation contre le Mur dans la ville de Beit Jala.

Six civils blessés. Tel est le bilan de la manifestation contre le Mur qui s'est déroulée dimanche dans la ville de Beit Jala, près de Bethléem, dans le sud de la Cisjordanie.

Des Israéliens ainsi que des sympathisants internationaux ont se sont joints à la marche à destination du site de construction du Mur. Ils ont subi les tirs de gaz lacrymogènes et de bombes sonores de l'armée israélienne, qui cherchait à les empêcher de parvenir au site.

Six manifestants souffrant de l'inhalation des gaz lacrymogènes ont été traités sur place.

La ville de Beit Jala, dans la banlieue de la ville de Bethléem, a perdu 3.200 acres de terres, réquisitionnées pour les colonies et les routes israéliennes. Avant la construction des colonies, la ville couvrait 4.200 acres.

Israël avait annoncé en 2006 ses plans pour cette section du Mur à Beit Jala. Les habitants de Beit Jala, qui ont saisi la Cour Suprême israélienne contre le Mur, sont toujours en attente d'une décision alors que la construction a débuté en mai.

Cette section du Mur entourera une route proche réservée aux colons, et détruira 75 acres de terres appartenant aux habitants. Elle passera juste devant le porche des maisons de 35 familles, et menace de détruire des oliviers datant de l'époque Romaine.

Ghassan Bannoura –

PNN –

12/07/2010

http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=4949&Itemid=1

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 7.083
Palestiniens blessés	: 54.783
Internationaux blessés	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9

Journalistes blessés : ? + 38
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies : 66.275

2-2 Occupants:
Israéliens tués : 1.206
(359 militaires/policiers)
Israéliens blessés : 6626

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

b) Politique Israélienne

2-3 Sur le terrain.

L'entité sioniste refuse d'arrêter d'utiliser du phosphore blanc, interdit internationalement.

L'entité sioniste a refusé d'arrêter l'utilisation de bombes au phosphore blanc, interdit internationalement, après l'avoir utilisé lors de la dernière guerre contre la Bande de Gaza, causant la mort de centaines de citoyens palestiniens.

Notons que les bombes au phosphore blanc ont des conséquences environnementales très dangereuses.

Dans un rapport officiel présenté cette semaine à l'ONU, les autorités sionistes ont reconnu l'utilisation de bombes au phosphore blanc lors de la guerre sioniste contre Gaza, sans aucune promesse d'arrêter l'utilisation de ce type de bombes.

Le rapport a dit que l'armée sioniste a pris des mesures pour éviter de blesser des civils et d'endommager leurs propriétés lors de futurs conflits militaires.

Des médias hébreux ont rapporté que la présentation de ce rapport vient à temps pour permettre au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, de présenter au conseil de sécurité les résultats des enquêtes demandées du côté sioniste et du mouvement du Hamas après le rapport de Goldstone.

21/07/2010

CPI

2-4 Les grandes manœuvres...

Projet de loi imposant un référendum préalable à tout éventuel retrait d'Al Qods.

Une commission parlementaire israélienne a voté mercredi en faveur d'un projet de loi imposant un référendum préalable à tout éventuel retrait d'Al Qods occupé et du plateau du Golan, selon une source parlementaire.

"Le projet de loi sur le référendum a été voté mercredi à 5 voix contre 2", a affirmé à l'AFP une responsable de la commission.

Ce projet devrait être approuvé à une large majorité en deuxième et troisième lecture lors d'une session plénière de la Knesset (Parlement) prévue la semaine prochaine, pour avoir force de loi.

Il vise à renforcer les adversaires d'un éventuel retrait du Golan, conquis sur la Syrie en juin 1967 et annexé en 1981, en cas de traité de paix avec Damas.

Le texte prévoit que tout traité prévoyant un tel retrait devra être préalablement approuvé par la majorité absolue du Parlement, soit 61 voix sur les 120 députés de la Knesset.

S'il est approuvé par la Knesset, le traité devra ensuite être soumis à un référendum populaire dans les 80 jours, précise le projet de loi.

L'annexion du Golan et de Jérusalem-est n'a pas été reconnue par la communauté internationale.

La Syrie réclame la restitution pleine et entière du Golan. 14/07/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=146256&language=fr>

2-13 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

Un leader de Bil'in reste en prison après avoir purgé sa peine.

Adeeb Abu Rahmah, leader des protestations à Bil'in, a été condamné à 12 mois de prison pour son implication dans l'organisation de manifestations. Bien qu'il est déjà purgé la totalité de sa peine, il est maintenu en prison jusqu'à ce qu'une décision soit prise après appel de l'accusation.

Le premier d'une série de procès des organisateurs palestiniens anti-mur a vu sa conclusion hier, lorsque Adeeb Abu Rahmah, chauffeur de taxi et organisateur de manifestations de protestation dans le village de Bil'in, a été condamné à 12 mois d'emprisonnement, à une amende et à 12 mois supplémentaires de prison avec sursis.

Le cas d'Abu Rahmah a été principalement construit à partir des aveux de quatre mineurs arrêtés lors d'un raid nocturne par des soldats israéliens. Les quatre jeunes ont attesté devant la cour qu'ils avaient été contraints d'accuser Abu Rahmah et les

autres organisateurs pendant les enquêtes de police. Ils ont également été questionnés illégalement, hors de la présence de leurs parents et, dans certains cas, en pleine nuit.

La détermination de la peine a suivi toute une année d'un procès-spectacle, tenu au milieu d'une campagne d'arrestations de masse par Israël, et qui s'est terminé par une condamnation pour incitation, menace à l'ordre public et pénétration dans une zone militaire fermée.

Cette décision est sans précédent car c'est la première fois que le tribunal militaire israélien condamne un Palestinien sur une accusation d'incitation. La condamnation sévère dépasse considérablement les décisions prises par la cour suprême israélienne. Un colon juif reconnu coupable d'incitation à assassinat n'a été condamné qu'à 8 mois de prison avec sursis. Abu Rahmah a été arrêté le 10 juillet 2009, il a donc purgé la totalité de sa peine et il devait être libéré immédiatement, selon le jugement. L'accusation, qui espérait une condamnation encore plus dure, a fait appel auprès de la cour d'appel militaire, demandant que Abu Rahmah reste incarcéré, bien qu'il ait purgé sa peine.

Dans une décision dont la motivation est clairement politique, le juge de la Cour d'Appel, le Lieutenant-Colonel Benisho, a décidé de renvoyer Abu Rahmah jusqu'à la décision de l'appel, disant que « Cet appel est déposé pour définir la peine appropriée dans un cas unique sur lequel le niveau général de la peine n'a pas encore été défini. » Le juge a choisi d'ignorer complètement le niveau de la peine énoncé par la cour suprême dans des cas similaires, voire plus durs.

Maître Gaby Lasky, l'avocat d'Abu Rahmah, a dit : « Un homme reste en prison aujourd'hui, alors même qu'il a purgé la totalité de sa peine. La seule raison est la volonté du procureur militaire de recourir à des procédures légales comme d'un outil politique pour réprimer les manifestations, et la coopération du tribunal militaire avec ces ambitions. La cour d'appel a complètement ignoré des jurisprudences déterminant qu'une fois qu'elle avait purgé sa peine, une personne ne pouvait être maintenue en prison que dans des situations très extraordinaires. Ce n'est pas le cas ici. »

15/07

<http://www.bilin-village.org/francais/articles/temoignages/Un-leader-de-Bilin-reste-en-prison-apres-avoir-purge-sa-peine>

2-14 Prisons & tortures : Déclaration

Le FPLP avertit d'un plan pour tuer Saadat dans sa cellule individuelle.

Le front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) a mis en garde d'un plan sioniste qui vise à tuer son secrétaire général, Ahmed Saadat dans les cellules d'isolement individuelles, tout en appelant l'autorité palestinienne et les associations juridiques et humaines à intervenir immédiatement pour le défendre et libérer.

Dans un communiqué publié, le dimanche 18/7, le FPLP a dit que l'occupation planifie pour tuer Saadat d'une façon lente dans les cellules d'isolement individuelles, et surtout après que la direction des prisons sionistes a décidé de tenir, en mi-octobre prochain, une séance spéciale d'écoute pour prolonger la période de son isolement.

Le communiqué a appelé à considérer cette séance d'écoute comme une journée pour multiplier la lutte et la solidarité avec le mouvement national captif notamment les captifs isolés dont Saadat, Palestine et à l'étranger.

Le FPLP a appelé les partis, ainsi que les forces palestiniennes, arabes et les mouvements de libération dans le monde entier à organiser des activités médiatiques et politiques pour se solidariser avec les captifs dans les prisons de l'occupation, tout en appelant les organisations des droits de l'homme et l'ONU à prendre leurs responsabilités envers les captifs qui s'exposent à la mort lente dans les prisons sionistes.

Il a insisté sur la nécessité de condamner et présenter les dirigeants de l'occupation devant les tribunaux internationaux et obliger cette entité de respecter les lois, conventions internationales et les droits de l'homme.

Finalement, le communiqué s'est interrogé autour du rôle de l'autorité du Fatah, à Ramallah, envers l'affaire de Saadat, après que les forces occupantes ont arrêté ce leader de la prison centrale d'Ariha qui appartient à l'autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas.

CPI

19/07/2010

Les prisonniers palestiniens vont observer une grève de la faim illimitée

Le ministre palestinien en charge des affaires des prisonniers a fait part de la grève de la faim illimitée de quelque 400 prisonniers palestiniens qui sont gardés en détention, dans les geôles du régime sioniste. "Environ, 400 prisonniers palestiniens, détenus, dans des cellules individuelles israéliennes, se préparent à observer une grève de la faim illimitée, a affirmé Issa Qaraqe', cité par le site d'informations "Palestine Al-Yaum". "La détention en cellule individuelle est une torture pénible et une mort à petit feu, pour les prisonniers.", a déploré le ministre palestinien chargé des affaires des prisonniers. Il a, également, appelé la Communauté internationale, les milieux médiatiques et les instances juridiques du monde, à œuvrer, pour mettre fin aux souffrances des prisonniers palestiniens.

21 Juillet 2010

IRIB –

a) Pays Arabes & voisins

Égypte

L'Égypte empêche la caravane jordanienne "Ansar1" d'entrer dans ses territoires.

Les autorités de l'occupation israélienne ont refusé, le mardi soir 14/7, de permettre à la caravane jordanienne "Ansar1" d'entrer dans leurs territoires à travers le port de Nuweiba pour se diriger vers la Bande de Gaza, sous prétexte du refus des services de la sécurité.

Le chef du convoi et président du syndicat des vétérinaires, Abdelfattah al-Kilani, a dit que les autorités égyptiennes ont interdit 138 membres d'entrer dans leurs territoires.

Il a déclaré dans ses déclarations de presse que le ministère égyptien des affaires étrangères a appelé son homologue jordanien à présenter une liste des noms des membres de la délégation qui accompagne ce convoi.

La direction du convoi suspendu à al-Aqaba contacte les responsables jordaniens pour faciliter la mission humaine de cette caravane, au moment où on se prépare pour organiser un sit-in devant le siège du consulat égyptien à al-Akaba jusqu'à l'entrée du convoi vers le côté égyptien.

Le gouvernement jordanien avait informé la délégation que l'ambassadeur de la Jordanie, au Caire, Dr. Hani al-Malki, contacte les autorités égyptiennes.

De leur côté, les masses médias et chaînes de télévisions se sont dirigées aux sièges de séjour de la délégation qui accompagne le convoi après les nouvelles qui parlent de l'interdiction égyptienne à l'entrée du convoi dans ses territoires.

Notons que le convoi jordanien anti-blocus "Ansar1" comporte 150 solidaires dont 17 femmes, ainsi que des aides humanitaires aux habitants de la Bande de Gaza

15/07/2010

CPI

<http://rachidou2.skynetblogs.be/archive/2010/07/16/l-egypte-empêche-la-caravane-jordanienne-ansar1-d-entrer-dan.html>

Grèce

Flottille : dépôt de plainte de 33 pacifistes grecs.

- Trente trois pacifistes grecs présents sur le bateau d'aide humanitaire turc "Marmara" ont déposé une plainte, auprès de la Cour de justice de leur pays, pour que des poursuites soient entamées contre les plus hauts dirigeants du régime israélien, à la suite du raid israélien contre une flottille d'aide à Gaza, a annoncé le site "Palestine maintenant". Le ministre de la Guerre Ehud Barak, et le Chef d'état-major des armées, Gabi Ashkenazi, du régime israélien, ainsi que le Commandant de la marine israélienne, le vice-Amiral Aluf Eli Marom, font l'objet de cette plainte.

IRIB

17/07/2010

<http://french.irib.ir/index.php/info/moyen-orient/item/98581-flottillen-depot-de-plainte-de-33-pacifistes-grecs>

Jordanie

Des Jordaniens porteurs d'aide pour Gaza refoulés à la frontière égyptienne.

Un groupe de militants et de syndicalistes, parti mardi de Jordanie vers la bande de Gaza pour livrer de l'aide, a fustigé jeudi le refus de l'Égypte de les laisser entrer dans l'enclave palestinienne sous blocus israélien, pour la seconde fois en moins d'un mois.

"Nous sommes choqués que l'Égypte nous empêche de livrer l'aide et les médicaments", a déclaré Ahmad Armouti, président du conseil des syndicats jordaniens, à majorité islamiste, dans un communiqué envoyé à l'AFP.M. Armouti a appelé le gouvernement jordanien à exiger des explications à l'Égypte, et estimé qu'il faudrait "faire pression pour qu'elle change sa position".

Un convoi de plus de 150 personnes et 30 véhicules transportant du matériel humanitaire, notamment des médicaments et des vêtements, est parti mardi vers la bande de Gaza, via l'Égypte, pour livrer de l'aide. Le groupe avait également du matériel pour construire un hôpital pour enfants, selon les syndicats.

Le refus égyptien "n'arrêtera pas les syndicats jordaniens de travailler dur pour briser le blocus injuste et de résister à toute forme de normalisation avec l'entité sioniste", a ajouté M. Armouti, en référence à l'accord de paix signé par la Jordanie avec Israël en 1994.

15/07/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=146447&language=fr>

Turquie

L'ONG turque IHH rejette les conclusions de l'enquête israélienne.

IHH a rejeté dimanche les conclusions de l'enquête sur le raid meurtrier israélien contre la flottille d'aide à Gaza, assurant qu'elles n'étaient bonnes qu'à "mettre à la poubelle".

L'armée d'occupation israélienne qui a rendu public la semaine dernière les résultats d'une enquête interne sur l'assaut qui avait fait neuf martyrs, a justifié le recours à la force.

Ces conclusions "ne mettent en cause aucun des soldats qui ont tué les neuf militants", a souligné dans un communiqué l'IHH ("Insani yardim vakfi" ou "Fondation d'assistance humanitaire"), un des organisateurs de la flottille qui avait tenté le 31

mai de forcer le blocus de la bande de Gaza.

"Les conclusions affirment que les passagers ont ouvert le feu sur les soldats (...) Non seulement il n'y avait pas d'armes à bord du Mavi Marmara, mais les armes prises aux soldats israéliens pendant l'assaut ont été jetées par dessus bord", poursuit le texte.

Les commandos de la marine israélienne avaient fait irruption sur le Mavi Marmara, un ferry turc considéré comme le navire amiral de cette flottille, dont neuf passagers turcs sont tombés en martyr pendant l'assaut.

Les soldats israéliens "n'ont pas seulement tué les militants qui ont agi en légitime défense mais également Cevdet Kiliclar qui prenait des photos (...) et ils sont abattu à bout portant Furkan Dogan qui filmait ce qui se passait", poursuit l'IHH.

19/07/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=146835&language=fr>

b) Le Monde

1 Usa (le parrain)

1 Obama

2 Les grandes manœuvres

Des équipements de fabrication de la bombe atomique transférés vers Tel-Aviv.

L'institut américain pour la science et la sécurité internationale a fait état de la tentative d'une société israélienne pour transférer vers Israël des équipements destinés à fabriquer la bombe atomique.

L'institut américain pour la science et la sécurité internationale a révélé que la société israélienne " Pelongy" envisageait de transférer les équipements de fabrication de la bombe atomique, en Israël et en Inde.

Selon autorités informées, la Secrétaire d'Etat américain, Hillary Clinton aurait fourni " une garantie écrite" selon laquelle Washington s'engageait à vendre au régime de Tel-Aviv les équipements pour la fabrication de la bombe atomique.

16/07/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=146558&language=fr>

3 Politique colonialiste .(vue des USA)

Une fondation de bienfaisance turque menacée par les Américains.

Dans le cadre des pressions exercées par les États-Unis sur la Turquie, pour la contraindre à changer sa politique étrangère qui sympathise entre autre avec la cause palestinienne, la Maison Blanche étudie l'éventualité d'inscrire sur sa liste des organisations terroristes une fondation de bienfaisance turque ayant financé la flottille de la liberté.

Cette dernière avait fait l'objet fin mai dernier d'une attaque israélienne meurtrière, dans les eaux internationales, coûtant la vie à neuf militants pacifistes turcs.

Selon la chaîne américaine sioniste Fox News, le secrétariat d'état pour les finances est en train d'effectuer une étude de cette fondation, quoique certains éléments de l'administration américaine soient contre et en ont déjà informé des responsables turcs.

Cette démarche a été entamée sur demande de 87 congressistes américains qui ont adressé un message au président américain Barak Obama le sommant de faire de son mieux pour sauvegarder les relations avec l'entité sioniste et de commanditer une enquête sur la fondation turque.

Interrogé par la chaîne, le porte-parole du secrétariat d'état américain pour les affaires étrangères, Mark Tuner, a évoqué l'éventualité d'inscrire cette fondation sur la liste des organisations terroristes, signalant toutefois « que son processus nécessite beaucoup de temps ».

16/07/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=146621&language=fr>

Susan Rice apporte son soutien au régime sioniste.

L'Ambassadrice américaine, auprès de l'ONU, Susan Rice, au cours de la réunion des chefs des organisations juives américaines, à New York, a annoncé le soutien illimité et sans faille des autorités de la Maison Blanche au régime israélien.

Au cours d'une conférence de presse organisée à l'issue de cette réunion, Susan Rice a déclaré que les États-Unis prendront, non seulement, l'engagement de soutenir Israël, sur la scène internationale, mais encore, qu'ils continueront à doper ses forces militaires. Ces propos interviennent, à un moment où les États-Unis prétendent être un médiateur impartial, dans les négociations indirectes de paix engagées entre le régime israélien et l'Autorité autonome.

16/07/2010

<http://french.irib.ir/>

4 Paroles & actions du président...

Chris Marsden : Obama décrit Netanyahu comme un « homme de paix »

Extrait

Mardi, le président Barack Obama a louangé le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour être un homme qui « veut la paix » et qui est « prêt à prendre des risques pour la paix ».

Obama a fait ces commentaires suite à une rencontre à la Maison-Blanche, cinq semaines après l'attaque du 31 mai contre le Mavi Marmara, un navire amenant de l'aide humanitaire à Gaza, lors de laquelle les forces israéliennes avaient tué huit activistes turcs et une autre personne à la double citoyenneté turque et américaine. La rencontre à la Maison-Blanche a eu lieu à la veille de l'établissement d'une nouvelle série de colonies israéliennes en Cisjordanie.

Le jour de la réunion, un rapport d'un organisme des droits de l'homme B'Tselem soutenait que les colonies juives contrôlent plus de 42 pour cent de toutes les terres en Cisjordanie, y compris 21 pour cent des toutes les terres palestiniennes privées, avec 300.000 colons.

En mars, Obama avait fait savoir qu'il refusait de faire une conférence de presse avec Netanyahu après l'annonce d'Israël de la construction de 1600 résidences juives supplémentaires pendant que le vice-président Joseph Biden visitait Jérusalem. Un « arrêt partiel » de la construction arrivera à terme en septembre et Israël a clairement démontré son intérêt à construire davantage.

Netanyahu a aussi refusé de présenter ses excuses à la Turquie pour l'attaque du Mavi Marmara et s'est opposé à toute enquête internationale. Avec l'appui de Washington, Israël mène sa propre enquête, qui est dirigée par un juge à la retraite de la Cour suprême israélienne. La commission d'enquête israélienne n'a même pas l'importance d'une commission d'enquête nationale.

Malgré des tensions qui ont temporairement refroidi les relations israélo-américaines, Obama a une fois de plus démontré clairement la continuité avec l'administration républicaine de Bush dans la politique au Moyen-Orient et a souligné le caractère bipartisan du soutien des Etats-Unis pour Israël. Obama a décrit la relation entre les Etats-Unis et Israël comme étant « inaltérable » et permanente. « Elle englobe nos intérêts stratégiques et de sécurité nationale », a-t-il dit, et elle « devient de plus en plus étroite avec le temps ».

Obama s'est donné beaucoup de mal à tenter de réhabiliter Netanyahu et Israël face à la colère populaire internationale devant le blocus de la bande de Gaza et les souffrances que cela inflige aux Palestiniens. Il n'a fait aucune mention de la construction de colonies juives à Jérusalem-Est et n'a pas demandé de prolongation à l'« arrêt partiel » des constructions.

Il a plutôt acclamé la levée partielle du blocus de Gaza, pour permettre l'arrivée d'une quantité limitée de biens de consommation dans la foulée de l'attaque du Mavi Marmara, présentant ce geste comme un exemple « de la retenue démontrée par Israël dans les derniers mois qui, d'après moi, est propice à la reprise de pourparlers directs entre nous ». Obama a réfuté les questions de la presse au sujet de la rebuffade que Netanyahu aurait précédemment essuyée de sa part. « La prémisse de votre question était fautive, et je suis totalement en désaccord avec elle », aurait affirmé Obama, selon *Haaretz*. « Si vous regardez chaque déclaration publique que j'ai faite depuis un an et demi, elles étaient toutes la réaffirmation continue de la relation spéciale existant entre les Etats-Unis et Israël ; que notre engagement envers la sécurité d'Israël est inébranlable. Il n'y a en fait aucune politique concrète que vous pourriez mentionner qui viendrait le contredire. »

Il a ajouté, « j'ai eu confiance au premier ministre Netanyahu dès que je l'ai rencontré, avant que je sois élu président. Il fait face à une situation très complexe dans un voisinage très dur. »

Chris Marsden

15 juillet 2010

(Article original anglais paru le 8 juillet 2010)

<http://www.wsws.org/francais/News/2010/jul2010/neta-j15.shtml>

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Otan

Israël en mauvaise posture à l'Onu ?

L'ambassadrice d'Israël à l'Onu, Gabriella Shalev, a estimé qu'Israël était en mauvaise posture aux Nations unies et que la situation s'était encore aggravée après l'opération Plomb Durci et ensuite au moment de l'arraisonnement de la Flottille pour Gaza. Elle a estimé qu'Israël devait affronter les mêmes difficultés que dans les années 70, lorsque l'Onu avait voté en faveur de la résolution comparant le sionisme au racisme. Elle a précisé que le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon cherchait toujours à former une commission d'enquête internationale sur les événements de la flottille.

<http://www.israel7.com/2010/07/israel-en-mauvaise-posture-a-lonu/>

"Israël" refuse de dire à l'ONU s'il utilise la torture... !!!

Les représentants des autorités d'occupation israéliennes ont refusé mercredi à Genève de dire au Comité des droits de l'homme de l'ONU si la torture est utilisée comme méthode d'interrogatoire par leurs enquêteurs.

Réunis à Genève pour évaluer l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de l'ONU en "Israël" et les "territoires palestiniens occupés", les 16 experts indépendants du Comité ont soumis en vain la délégation israélienne à un feu roulant de questions.

"Quelles sont les mesures mises en œuvre pour garantir que ni la torture ni des mauvais traitements ne soient utilisés pendant les interrogatoires (...) pour obtenir de faux aveux?", ont demandé les experts.

Ils ont également demandé à "Israël" de donner de plus amples renseignements sur les mesures législatives que l'Etat "envisage de prendre pour consacrer dans son droit interne l'interdiction absolue de toutes les formes de torture et d'autres

peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants".

Le Procureur général adjoint d'Israël, Malkiel Blass, a invoqué le "principe de nécessité", sans toutefois précisé si "Israël" avait déjà eu recours à la torture et si ce principe permet de la pratiquer.

Dans ce contexte, une porte-parole de l'ONG Comité public contre la torture, Bana Shoughry-Badarné a expliqué qu'Israël ne donne jamais de réponses sur la torture, faisant valoir que ces informations sont classées confidentielles".

"Nous espérons que dans ses recommandations le Comité demandera à Israël de révéler tous les cas d'interrogatoires durant lesquels le +principe de nécessité+ a été utilisé, et recommandera la mise en oeuvre d'une enquête indépendante et impartiale sur chacun de ces cas", a-t-elle ajouté.

L'ONG a déposé 160 plaintes pour torture entre 2005 et 2009, et 20 depuis le début de l'année, auprès d'Israël".

Le Comité de l'ONU devrait présenter ses observations finales à la fin de cette session de trois semaines, le 30 juillet.

Jeudi 15 Juillet 2010

<http://www.almanar.com.lb>

Nations Unies

Rapport des Nations Unies : Grave crise de l'eau en Cisjordanie

IMEMC :

Selon le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires, le contrôle israélien de l'approvisionnement en eau en Cisjordanie a conduit à une grave crise de l'eau pour les résidents palestiniens.

La situation la pire se situe dans la bande de terre sous contrôle israélien connue sous le nom de Zone C, où l'Autorité Palestinienne (AP) est techniquement responsable des services de l'eau, mais tout simplement incapable les distribuer.

Cara Flowers, représentant le groupe Emergency Water, Sanitation and Hygiene Group (EWASH), a déclaré que la santé et la subsistance des communautés vivant en Zone C – représentant 60% des terres en Cisjordanie et où vivent environ 60.000 Palestiniens sur les 2,3 millions habitants de la Cisjordanie - étaient les plus durement touchées car ils avaient un grave manque d'accès à l'eau et à l'infrastructure sanitaire.

«De nombreuses communautés vulnérables se trouvent à 40km du plus proche point de remplissage», a déclaré Flowers.

«Cela rend l'eau potable moins accessible et plus chère pendant les mois d'été.»

Elle a ajouté qu'EWASH avait du mal à mettre en oeuvre des projets d'eau d'urgence humanitaire dans la zone C, car il n'avait pas les autorisations nécessaires des autorités israéliennes.

L'Accord Intérimaire Israélo-palestinien sur le Cisjordanie et le bande de Gaza de 1995 (également connu sous le nom d'Oslo II) a divisé la Cisjordanie en zones A, B et C. (voir carte)

Selon l'accord, la zone A est sous le contrôle de l'Autorité Palestinienne (AP) et la zone B sous le contrôle conjoint d'Israël et de l'Autorité palestinienne. Environ 95% de la population palestinienne vivent dans ces deux régions, bien qu'elles ne représentent que 40% de la superficie.

En zone C, Israël a conservé le contrôle total sur la sécurité et la responsabilité des fournitures de services incombe à l'Autorité Palestinienne, selon EWASH.

Mais l'Administration Palestinienne de l'Eau dit qu'elle a très peu de contrôle sur les ressources en eau en Cisjordanie.

L'organisation des droits de l'homme, Amnesty International, accuse Israël de refuser aux Palestiniens le droit d'accès à un approvisionnement en eau suffisant en Cisjordanie, en conservant un contrôle total sur les ressources en eau partagées et en y empêchant le développement des infrastructures en eau adéquat.

L'aquifère de montagne est la seule source d'eau pour les Palestiniens de Cisjordanie, mais l'une des plusieurs pour Israël, qui a également accès à l'eau disponible dans le fleuve du Jourdain.

"Israël utilise plus de 80% de l'eau de l'aquifère de montagne, la principale source d'eau souterraine en Israël et dans le territoire palestinien occupé, tout en limitant l'accès des Palestiniens à seulement 20%", a déclaré Amnesty

Cela n'est pas plus clair pour les plus de 100 familles de Bédouins qui vivent dans le village de Ras al-Awja, près de Jéricho dans la zone C. Alors qu'ils sont obligés de payer des prix exagérés pour des citernes à eau du point de remplissage le plus proche situé à 7km, les colonies israéliennes illégales voisines ont irrigué leurs jardins et leurs terres agricoles fertiles, selon EWASH.

Un point de remplissage d'eau qui servait jadis à la communauté bédouine a été fermé et soudé par les autorités israéliennes, vidant le système de canal d'irrigation et arrêtant toutes les canalisations d'eau destinées aux Palestiniens de la région. Sans important approvisionnement en eau, l'existence du bétail et la subsistance des communautés dépendant de l'agriculture sont menacées.

Israël affirme qu'il a répondu aux besoins des Palestiniens et qu'il a augmenté la quantité d'eau fournie au-delà de ce qui est spécifié dans l'accord intérimaire.

Pendant ce temps, la crise de l'eau en Cisjordanie empire, selon un rapport d'EWASH publié en mars 2010. Seules 31 % des communautés de Cisjordanie sont reliées à un réseau d'assainissement, dit le rapport.

IMEMC

18-07-2010

Source : <http://www.imemc.org/>

Traduction : MG pour ISM

6 Ue

UE

Mme Ashton : Ouverture des points de passage

nb

La chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton, en visite dimanche dans la bande de Gaza, a demandé l'ouverture complète des points de passage frontaliers afin de réhabiliter le territoire palestinien soumis à un blocus israélien. "La solution est l'ouverture des points de passage", a plaidé Mme Ashton lors de sa seconde visite en quatre mois à Gaza. "Les gens ici reconnaissent et comprennent les besoins sécuritaires d'Israël. Mais cela ne saurait empêcher la possibilité de voir la libre circulation des marchandises vers et hors de Gaza de façon que les maisons soient reconstruites, que les enfants puissent fréquenter des écoles fonctionnant normalement et que le commerce renaisse", a dit la Britannique lors d'une conférence de presse. Israël a accepté d'assouplir son blocus de la bande de Gaza à la suite d'intenses pressions internationales après la mort de neuf Turcs dans l'assaut de sa marine le 31 mai contre une flottille humanitaire qui tentait d'atteindre l'enclave palestinienne.

L'Etat hébreu a notamment autorisé l'entrée de biens de construction pour des projets de la communauté internationale approuvés par l'Autorité palestinienne.

Mais les Européens réclament, outre l'augmentation des points de passage, la reprise des exportations depuis la bande de Gaza et la libéralisation des conditions de circulation des personnes de et vers le territoire.

Au cours de sa visite de quelques heures, la haute représentante de l'UE aux Affaires étrangères a visité des installations de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) et des programmes d'aide au secteur privé local financés par l'Union. En revanche, elle n'a rencontré aucun représentant du Hamas, qui a pris le contrôle de Gaza en juin 2007 et qui est toujours considéré par l'Union européenne et les Etats Unis comme une "organisation terroriste".

Son déplacement à Gaza intervient dans le cadre d'une visite de trois jours de Mme Ashton dans les Territoires palestiniens et en Israël.

Elle doit rencontrer dimanche le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, ainsi que les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, Ehud Barak et Avigdor Lieberman.

Une vingtaine d'ONG ont demandé à l'UE d'"insister pour la levée totale du blocus de Gaza", à l'occasion de la visite de Mme Ashton à Gaza.

18 juil

http://www.lemonde.fr/depeches/2010/07/18/mme-ashton-en-visite-a-gaza-reclame-l-ouverture-des-points-de-passage_3214_236_42993163.html

Crise entre la Turquie et Israël .

La chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton et son homologue turc Ahmet Davutoglu devaient évoquer mardi à Istanbul la crise entre la Turquie et "Israël", le dossier iranien, et la candidature turque à l'UE, quasi encaimée.

Concernant la grave crise diplomatique entre la Turquie et "Israël", deux pays jadis alliés, le ministre turc aux Affaires européennes Egemen Bagis a invité Ashton à jouer les intermédiaires.

Ashton est "tout à fait au courant des attentes raisonnables de la Turquie vis-à-vis d'"Israël", a-t-il déclaré au journal gouvernemental Today's Zaman.

"Ces demandes sont des excuses, des compensations pour les familles des victimes, et la levée du blocus illégal sur Gaza.

Nous envisagerons naturellement la reprise de nos liens avec Israël si Mme Ashton peut persuader les responsables israéliens de satisfaire à ces demandes", a-t-il dit.

La Turquie a rappelé son ambassadeur à Tel Aviv et annulé trois manoeuvres militaires conjointes après un raid israélien sur une flottille d'aide humanitaire à Gaza, au cours duquel neuf Turcs sont tombés en martyr, le 31 mai.

Today's Zaman affirme également que le programme nucléaire iranien sera au menu de ces discussions.

La Turquie a proposé d'organiser des discussions entre Mme Ashton, en tant que représentante des pays du groupe 5+1 chargé du dossier, et le négociateur en chef iranien Saïd Jalili.

"A notre demande, le contre terrorisme est aussi à l'agenda de cette réunion. Nous souhaitons un soutien plus important et plus efficace à la fois de l'UE et des pays membres contre ce problème que l'on nomme terrorisme", a par ailleurs déclaré M. Bagis.

La Turquie accuse plusieurs pays européens de refuser d'extrader des responsables du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation considérée comme terroriste par l'UE et de nombreux pays.

Les rebelles kurdes (soutenus par) ont multiplié leurs attaques meurtrières contre les forces turques, depuis mai.

Concernant les relations turco-européennes, "elles seront très largement évoquées lors de cette réunion", selon un communiqué du ministère turc des Affaires étrangères.

Les Européens favorables à une adhésion turque font cependant valoir qu'il est de l'intérêt des Occidentaux de s'ouvrir à la Turquie, alors qu'Ankara donne l'impression de se détourner de plus en plus de l'Occident et de se rapprocher de ses voisins arabes.

13/07/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=146092&language=fr>

Commission Européenne

Judaïsation d'AlQuds : timides critiques de l'UE et de l'Autorité palestinienne.

Alors que la judaïsation de l'est de Jérusalem AlQuds occupée se poursuit sans répit, la Commission européenne et l'Autorité palestinienne se sont contentés de dénoncer mardi les démolitions par l'entité sioniste de bâtiments palestiniens à Jérusalem-Est et les nouvelles autorisations en parallèle de constructions israéliennes, y voyant un obstacle à la paix.

"Je dois exprimer ma profonde préoccupation au sujet des derniers développements à Jérusalem-Est", a déclaré à Bruxelles le président de l'exécutif européen, José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse au côté du Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Salam Fayyad.

"Il s'agit d'initiatives qui sont contre-productives. Les colonies et la démolition d'habitation sont illégales, elles sont en infraction avec le droit international, elles constituent un obstacle à la paix et menacent de rendre impossible une solution (de paix) à deux Etats", a-t-il ajouté.

M. Fayyad a lui aussi critiqué les récentes décisions, à ses yeux "en contradiction avec la nécessité d'avoir un concept viable de solution à deux Etats", l'un palestinien regroupant la Cisjordanie et Gaza, l'autre israélien.

Les autorités israéliennes ont procédé mardi à la démolition de trois bâtiments palestiniens en cours de construction dans le secteur oriental annexé de Jérusalem AlQuds occupée. Les structures, situées dans le quartier d'Issawiya, ont été rasées par ordre de la municipalité sous prétexte qu'aucun permis de construire n'avait été délivré.

Dans le même temps, lundi, la municipalité israélienne de Jérusalem avait autorisé la construction de quatre immeubles comportant 32 appartements à Pisgat Ze'ev, un quartier de colonisation juive de Jérusalem-Est.

Jérusalem et les colonies juives constituent une pomme de discorde majeure dans les discussions entre Palestiniens et Israéliens.

Israël a proclamé Jérusalem sa "capitale éternelle et unifiée", alors que les Palestiniens veulent faire du secteur oriental de la ville la capitale de leur futur Etat.

La communauté internationale ne reconnaît ni l'annexion israélienne du secteur oriental de la Ville sainte, occupé depuis juin 1967, ni les colonies juives de Cisjordanie. **A noter que les critiques proférées contre l'entité sioniste ne l'on jamais dissuadée d'exécuter sa politique la confiscation des territoires palestiniens et leur annexion, après en avoir chassé ses propriétaires.**

Pourtant ces critiques se répètent, sans jamais parvenir au stade de sanctions, mettant en doute la bonne foi de ceux qui les expriment.

13/07/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=146145&language=fr>

2 Europe

1 Allemagne

Berlin interdit une organisation humanitaire accusée de soutenir le Hamas.

Le gouvernement allemand a annoncé, ce lundi, l'interdiction d'une organisation humanitaire, sous prétexte qu'elle soutient le Hamas.

L'interdiction, annoncée par le ministre de l'Intérieur Thomas de Maizière, concerne l'association "Internationale Humanitare Hilfsorganisation" (IHH) (organisation d'aide humanitaire internationale), basée à Hambourg, en Hesse, et en Rhénanie-du-nord-Westphalie (ouest).

"Sous couvert d'aide humanitaire, l'IHH soutenait depuis longtemps et de façon appréciable de soi-disant œuvres sociales appartenant au Hamas", a prétendu le ministre dans un communiqué.

Il a ajouté que le Hamas soutient les soi-disant "actes de violence" contre "Israël" et les Israéliens.

12/07/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=145873&language=fr>

3 Grande Bretagne

Les juifs britanniques voudraient qu'« Israël » négocie avec le Hamas.

Une majorité des juifs britanniques estime qu'« Israël » devrait échanger des territoires contre la paix et négocier avec le Hamas, selon un sondage présenté jeudi.

67% des juifs britanniques souhaitent que l'entité cède des territoires pour faire la paix avec les Palestiniens, selon cette étude réalisée par l'institut Ipsos MORI et l'Institut de recherche sur la politique uive (JPR) basé à Londres.

Mais 28% des 4.081 personnes interrogées se déclarent opposées à un tel échange.

52% des sondés souhaitent que l'entité aille encore plus loin et ouvre des négociations avec le mouvement palestinien islamiste Hamas, tandis que 39% y sont hostiles.

Près des trois quarts des sondés (74%) sont opposés à l'expansion des colonies qui existent actuellement en Cisjordanie.

Et une large majorité de 78% est en faveur d'une solution à deux Etats pour mettre fin au conflit avec les Palestiniens.

15% déclarent leur hostilité à cette solution, tandis que

8% se disent indécis.

90% des sondés considèrent qu'« Israël » est "la patrie ancestrale" des juifs, tandis que

72% se considèrent comme sionistes.

95% des juifs britanniques interrogés ont déjà visité Israël.

Pour le directeur exécutif du JPR, Jonathan Boyd, cette étude démontre que "la plupart des juifs ont de fortes affinités avec

Israël, et que pour beaucoup, cela forme un élément important et même central de leur identité juive".

15/07/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=146457&language=fr>

Les juifs britanniques voudraient qu' « Israël » négocie avec le Hamas.

Une majorité des juifs britanniques estime qu' «Israël» devrait échanger des territoires contre la paix et négocier avec le Hamas, selon un sondage présenté jeudi.

67% des juifs britanniques souhaitent que l'entité cède des territoires pour faire la paix avec les Palestiniens, selon cette étude réalisée par l'institut Ipsos MORI et l'Institut de recherche sur la politique uive (JPR) basé à Londres.

Mais 28% des 4.081 personnes interrogées se déclarent opposées à un tel échange.

52% des sondés souhaitent que l'entité aille encore plus loin et ouvre des négociations avec le mouvement palestinien islamiste Hamas, tandis que 39% y sont hostiles.

Près des trois quarts des sondés (74%) sont opposés à l'expansion des colonies qui existent actuellement en Cisjordanie.

Et une large majorité de 78% est en faveur d'une solution à deux Etats pour mettre fin au conflit avec les Palestiniens.

15% déclarent leur hostilité à cette solution,

tandis que 8% se disent indécis.

90% des sondés considèrent qu' « Israël » est "la patrie ancestrale" des juifs,

tandis que 72% se considèrent comme sionistes.

95% des juifs britanniques interrogés ont déjà visité Israël.

Pour le directeur exécutif du JPR, Jonathan Boyd, cette étude démontre que "la plupart des juifs ont de fortes affinités avec Israël, et que pour beaucoup, cela forme un élément important et même central de leur identité juive".

15/07/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=146457&language=fr>

La Cour suprême britannique apporte son soutien au régime sioniste

La Cour suprême britannique a, dans un geste en soutien au régime sioniste, émis les verdicts à l'encontre les 10 musulmans, arrêtés et inculpés, l'année dernière, lors d'une manifestation anti-sioniste. Ils sont accusés d'avoir eu recours à la violence.

Ces verdicts sont prononcés, alors qu'on s'attendait à ce que la Cour suprême britannique innocentent ces 10 musulmans et statue sur le recours à la violence par la police contre les manifestants. La Cour suprême britannique a innocenté deux jeunes musulmans, confirmé le verdict de deux autres et atténué la peine des autres. Certains d'entre eux sont condamnés à deux ans et demi de prison ferme.

15/07/2010

<http://french.irib.ir/>

Grèce

Sit-in de protestation grec contre Israël à l'aéroport d'Athènes.

Des dizaines de syndicalistes grecs ont effectué un sit-in devant la société aérienne israélienne El Al à l'aéroport international d'Athènes, pendant deux heures.

Selon la chaîne satellitaire qatarie AlJazira, les militants s'étaient rassemblés dès les premières heures de ce jeudi, brandissant des pancartes qui condamnent le terrorisme israélien et d'autres demandant la liberté pour Gaza et le peuple palestinien.

Des slogans ont également été scandés dans l'enceinte de l'aérodrome, hostiles aux assassinats quotidiens commis contre les Palestiniens, aux destructions des maisons, et au transfert arbitraire des Palestiniens. Les militants ont de même condamné le silence de la Communauté internationale.

Selon l'un des organisateurs de ce mouvement, Alliorgos Bondigos, le but de cette action visait à attirer l'attention de l'opinion publique internationale sur « la barbarie d'Israël » et les actes qu'il commet en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza assiégée.

Bondigos assure que les forces de sécurité grecques ont exprimé leur compassion pour ce mouvement et n'ont pas tenté de les écarter, se contentant d'éloigner les voyageurs de la compagnie israélienne qui s'apprêtaient à présenter leurs papiers d'identité. Ceux-là mêmes s'étant abstenus d'exprimer leur agacement pour le retard de leur vol, selon le militant grec.

Et d'assurer que d'autres mouvements de protestations contre Israël et de solidarité avec la cause palestinienne seront organisés. Notamment celui qui compte entamer les ouvriers des ports qui comptent boycotter tous les navires israéliens qui accosteront sur les côtes grecques, à l'instar de leurs homologues suédois.

15/07/2010

<http://www.almanar.com>.

Portugal

L'ambassadeur israélien convoqué au Ministère des AE

Suite aux propos non diplomatiques des autorités du régime sioniste, le Ministère portugais des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur israélien en poste à Lisbonne. Selon l'Irna, les autorités du régime sioniste avaient fait des déclarations non diplomatiques concernant la visite au Portugal du chef de la diplomatie iranienne, Manoutchehr Mottaki.
15/07/2010

<http://french.irib.ir/>

4 Monde

Canada

CJPMO : Des plans de démolition à Jérusalem-Est entraînent violences et critiques.

Les affrontements ont continué la semaine dernière entre les gardes armés des colons israéliens et les Palestiniens opposés à la colonisation israélienne en expansion à Jérusalem-Est.

Le dernier contentieux est un plan de construction d'un centre de loisirs israélien dans le quartier arabe de Silwan approuvé par le conseil municipal de Jérusalem le 21 juin dernier et la démolition de 22 maisons palestiniennes. Selon le Comité israélien contre les démolitions de maisons (ICAHN), la construction du centre, qui sera appelé « Jardin du Roi », pourrait encourir le déplacement de plus de 1000 Palestiniens. Hier, des Palestiniens ont jeté des pierres et de la peinture sur les voitures des colons israéliens.

Les réactions internationales vis-à-vis l'annonce du plan ont été critiques. Le porte-parole du département d'État américain Philip Crowley a déclaré que celui-ci « sape la confiance qui est fondamentale pour réaliser des progrès au niveau des pourparlers de proximité ». Le Secrétaire des Nations unies Ban Ki-Moon a affirmé que le plan violait le droit international. La communauté internationale s'est longtemps opposée à l'occupation militaire et la colonisation de Jérusalem-Est par Israël. Les Palestiniens entendent faire de Jérusalem-Est la capitale de l'État palestinien indépendant qu'ils aspirent à mettre en place. Le plan a également suscité des critiques en Israël. Le 1er juillet, le mouvement Paix maintenant et Meretz, un parti politique de centre-gauche, ont lancé une campagne contre le maire de Jérusalem Nir Barkat, un séculier de droite faisant la promotion du Jardin du Roi. Lors du lancement de la campagne - appelée « Barkat donne Jérusalem - aux colons » - l'ancien ministre Yossi Sarid a dit que le temps était venu pour un candidat à la mairie qui soutienne ouvertement la division de Jérusalem en vue de parvenir à la paix et « sauver » la ville. Meretz a été le seul parti de la coalition municipale de Barkat à voter contre le projet du Jardin du Roi. Barkat a réagi en expulsant de sa coalition les trois membres de Meretz sur le conseil municipal et en renvoyant le maire-adjoint, Pepe Alalu - également membre de Meretz.

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) condamne le plan du Jardin du Roi. « Plus de 24 145 résidences palestiniennes ont été démolies depuis 1967 selon l'ICAHN », déclare le président de CJPMO, Thomas Woodley. « Le plan du Jardin du Roi est partie intégrante d'une stratégie visant à consolider le contrôle israélien sur les territoires palestiniens et à accélérer la judaïsation de Jérusalem-Est. La Quatrième Convention de Genève interdit aux forces occupantes de déplacer leur propre population à l'intérieur du territoire qu'elles occupent militairement », note Woodley. On estime à 200 000 le nombre de juifs israéliens qui se sont établis à Jérusalem-Est depuis qu'Israël a commencé son occupation militaire du secteur et de la Cisjordanie en 1967. Israël accorde rarement des permis pour construire ou réparer des maisons palestiniennes à Jérusalem-Est. Elle considère illégales les maisons construites sans son autorisation et celles ayant désespérément besoin de réparations comme violant son code du bâtiment. Dans les deux cas, elle démolit souvent les maisons.

Les résidents palestiniens d'El-Bustan, le secteur de Silwan où les 22 maisons seront bientôt démolies, ont déclaré qu'ils chercheraient le soutien israélien et international pour arrêter les démolitions.

[Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient](#)

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) est une organisation séculière, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers qui œuvrent pour que la paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d'influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l'essor durable et équilibré de la région

[CJPMO est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.](#)

12 juillet 2010 –

[Mondialisation.ca,](#)

Articles de CJPMO publiés par Mondialisation.ca

<http://www.mondialisation.ca:80/index.php?context=va&aid=20122>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19